

rSa,

Revenu de solidarité active

ce que je dois déclarer
pour **éviter les trop-perçus**

Loiret 
votre Département

rSa

???????



Le Conseil général du Loiret soutient les loirétains en difficulté. Avec le Revenu de solidarité active (RSA), il facilite le retour à l'emploi et garantit un revenu minimum. Afin de bénéficier pleinement et légalement de ce dispositif, chaque bénéficiaire du RSA doit déclarer sa situation et ses ressources, sous peine d'avoir des trop-perçus à rembourser et/ou d'être sanctionné.



QUI DOIT DÉCLARER ?



Vous et votre conjoint êtes responsables des déclarations faites pour vous-mêmes et pour les autres personnes de votre foyer (enfants,...).



QUAND ET COMMENT REMPLIR MA DÉCLARATION ?

Tous les 3 mois, vous devez compléter la **Déclaration trimestrielle de ressources (DTR)** que vous recevez directement chez vous et la retourner sans attendre à la Caisse d'allocations familiales (Caf) ou à la Mutualité sociale agricole (MSA) :

- > par Internet avec votre numéro allocataire et votre code confidentiel (sur caf.fr ou msa.fr) ;
- > par courrier.

Immédiatement en cas de changement de situation familiale ou professionnelle :

- > par courriel avec votre numéro allocataire et votre code confidentiel ;
- > par courrier simple en notant votre numéro d'allocataire.

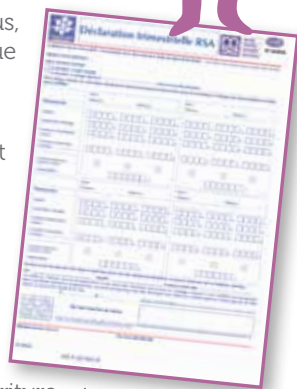
Mon RSA est calculé en fonction du nombre de personnes dans mon foyer et des ressources de chacun.



3

QUELLES RESSOURCES DÉCLARER ?

La déclaration trimestrielle est importante : en cas d'oubli ou de retard, mon droit RSA ne sera pas versé.



Vous devez déclarer sur la DTR toute ressource perçue par vous, votre conjoint et les autres personnes de votre foyer, ainsi que tout patrimoine possédé, entre autres :

- salaires ;
- revenus non salariés pour les auto entrepreneurs et assimilés ;
- allocation chômage, rémunération de stage ;
- pension d'invalidité, de réversion, retraite... ;
- pension alimentaire ;
- indemnités journalières de sécurité sociale ;
- aide régulière apportée par une personne extérieure : sous forme d'argent, de paiement de factures, de nourriture... ;
- montant de l'argent placé : assurance-vie, PEL, CEL, PEA, Livret A... ;
- revenus fonciers ;
- possession d'une maison (autre que celle que vous occupez) en France ou à l'étranger, d'un local commercial, d'un terrain... ;
- parts dans une SCI, SARL....

Attention : vous devez déclarer les ressources sur le mois de perception, exemple : vous avez reçu votre salaire de juin début juillet > vous noterez alors le montant de votre salaire sur le mois de juillet.

> Cas des personnes exerçant une activité non salariée

- si vous, votre conjoint ou une personne de votre foyer exerce **une activité non salariée avec le statut d'auto entrepreneur**, vous indiquez sur la DTR et pour chaque mois concerné, le montant de votre chiffre d'affaires (et non du bénéfice) diminué de votre pourcentage d'abattement fiscal (71 % pour les commerçants, 50 % pour les artisans et 34 % pour les professions libérales et artistes).
- si vous, votre conjoint, ou une personne de votre foyer exerce **une activité non salariée avec un autre régime (micro, réel, réel simplifié)**, vous ne déclarez pas les ressources issues de l'entreprise sur les DTR : l'évaluation est faite une fois par an par le Conseil général sur production de votre avis d'imposition et de votre bilan (réel et réel simplifié) ou de votre journal de recettes (micro).

> vous devez tout de même continuer à compléter et retourner les DTR pour toutes les autres ressources.

4

QUELLES SITUATIONS DÉCLARER ?

Vous devez déclarer, sans attendre la DTR, tout changement de situation familiale et professionnelle, pour vous, votre conjoint et les autres personnes de votre foyer, entre autres :

- reprise d'emploi, même de très courte durée ;
- entrée en formation, stage, reprise d'étude ;
- fin de contrat ;
- départ du foyer ou retour au foyer d'un enfant, de vous ou de votre conjoint, même temporairement ;
- départ à l'étranger, même provisoire ;
- incarcération, hospitalisation ;
- création d'entreprise ;
- mariage, séparation, divorce ;
- changement d'adresse.



Je déclare tout évènement familial ou professionnel au sein de mon foyer.

5

QUELS CONTRÔLES SUR LES DÉCLARATIONS ?

La Caf, la MSA et le Conseil général peuvent procéder à des vérifications de vos déclarations. Ces contrôles peuvent se faire soit sur dossier uniquement soit accompagnés d'un entretien.

Vous pouvez donc être contactés par un de ces services pour mettre à disposition les pièces nécessaires au contrôle et pour un rendez-vous.

À noter : le refus de contrôle est susceptible d'engager la suspension du versement de votre RSA.

QUELLES CONSÉQUENCES EN CAS D'OUBLI, DE RETARD OU DE FAUSSE DÉCLARATION ?

- > Le premier risque, c'est **l'indu**, cela signifie que vous avez perçu un montant de RSA auquel vous n'aviez pas droit. L'indu vous est notifié par courrier par la Caf ou la MSA.
Cet indu sera à rembourser :
 - soit par prélèvement automatique sur vos autres prestations (APL, allocations familiales...) si vous en percevez ;
 - soit par la mise en place d'un plan de remboursement.
- > En cas de fausse déclaration : votre dossier sera examiné afin de déterminer l'intention frauduleuse et une action en justice pourra être intentée contre vous. En plus de l'indu à rembourser, une sanction pénale pourra être prononcée.
- > Une fausse déclaration ne permet pas d'accorder une remise de dette.
- > En cas de fausse déclaration, l'allocation RSA pourra être révisée et réclamée sur les trois dernières années.

Pour en savoir plus,
je peux demander
à mon référent RSA,
à la Caf ou à la MSA.



Département du Loiret
45945 Orléans • Téléphone 02 38 25 45 45
loiret@loiret.fr • www.loiret.fr

